

CONVOCATIONS

ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

AVENIR FINANCE

Société anonyme au capital de 1 546 453,20 euros.
Siège social : LYON (69009) - 51, rue de Saint Cyr.
402 002 687 R.C.S. LYON.

Avis de réunion valant avis de convocation

Les actionnaires de la société Avenir Finance (la « Société ») sont convoqués **le vendredi 6 juin 2014 à 14 heures** au siège social, en assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

I – Résolutions de la compétence de l'assemblée générale ordinaire :

- Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2013 ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2013 ;
- Affectation du résultat ;
- Fixation des jetons de présence ;
- Approbation des conventions réglementées ;
- Présentation du rapport du Président du conseil d'administration ;
- Renouvellement du mandat du co-commissaire aux comptes titulaire ;
- Désignation d'un nouveau co-commissaire aux comptes suppléant ;
- Renouvellement du programme de rachat d'actions ;

II – Résolutions de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :

- Autorisation aux fins d'annulation des actions acquises dans le cadre du programme de rachat ;
- Pouvoirs pour formalités.

Projet de Résolutions

I – Résolutions de la compétence de l'assemblée générale ordinaire

Première résolution (*Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2013*) — L'assemblée générale, après avoir entendu la présentation du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice social clos le 31 décembre 2013, approuve lesdits comptes annuels tels qu'ils sont arrêtés et présentés, ainsi que toutes les opérations traduites dans ces comptes annuels et résumées dans ces rapports et desquels il ressort un bénéfice de 2 434 041 euros.

L'assemblée générale prend acte que les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2013 ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

Deuxième résolution (*Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2013*) — L'assemblée générale, après avoir entendu la présentation du rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice social clos le 31 décembre 2013, approuve lesdits comptes consolidés tels qu'ils sont arrêtés et présentés, ainsi que toutes les opérations traduites dans ces comptes consolidés et résumées dans ces rapports et desquels il ressort un bénéfice consolidé de 5 045 468 euros.

Troisième résolution (*Affectation du résultat*) — L'assemblée générale, après avoir entendu la présentation du rapport de gestion du conseil d'administration, prend acte que le bénéfice distribuable s'élève à 4 160 679 euros, soit :

– Report à nouveau :	1 728 947 euros
– Résultat de l'exercice :	2 434 041 euros
– Dotation à la réserve légale	- 2 309 euros
TOTAL	4 160 679 euros

L'assemblée générale décide d'affecter ce bénéfice distribuable ainsi qu'il suit :

– à titre de dividende, un montant de :	902 097,70 euros
– au report à nouveau pour :	3 258 581,30 euros

Il sera ainsi distribué à titre de dividende un montant brut de 0,35 euro par action.

Dans le cas où, lors de la mise en paiement :

- la Société détiendrait certaines de ses propres actions, le bénéfice distribuable correspondant aux dividendes non versés en raison de ces actions serait affecté en report à nouveau.
- des actions nouvelles ouvrant droit à la distribution de dividende étaient créées, le montant brut du dividende global serait

augmenté d'autant, à raison de 0,35 euro par action nouvelle.

L'assemblée générale prend acte que les dividendes mis en distribution lors des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice de distribution	Dividende distribuée
2011	0,15 €
2012	0,15 €
2013	0,15 €

La totalité du dividende versé en 2011, 2012 et 2013 ouvrirait droit à la réfaction de 40 % pour les actionnaires, personnes physiques domiciliées en France. L'assemblée générale décide que le dividende pourra, au choix de l'actionnaire, être perçu soit en numéraire, soit en actions.

A cet effet, chaque actionnaire pourra, pendant une période commençant le 12 juin 2014 et se terminant le 11 juillet 2014 inclus, opter pour le paiement en actions en en faisant la demande auprès des établissements payeurs.

La distribution en espèces, qui sera effectuée en euros, le 23 juillet 2014 après l'expiration de la période d'option pour le réinvestissement du dividende en actions, ouvrira droit à la réfaction de 40 % prévue par l'article 158, 3-2° du Code général des impôts pour les personnes physiques domiciliées en France. Ce dividende éligible à la réfaction prévue à l'article 158, 3-2° du CGI susvisé, sera assujéti à un prélèvement forfaitaire non libératoire et obligatoire prévu à l'article 117 Quater du Code général des impôts, dont le taux est de 21 %.

La Société prélèvera lors du paiement du dividende, les sommes dues au titre de la CSG – CRDS et prélèvements sociaux.

Conformément à la loi, le prix de l'action qui sera remise en paiement du dividende sera égal à 90 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse ayant précédé la date de la présente assemblée, diminuée du montant net du dividende.

Si le montant des dividendes pour lequel est exercée l'option ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire pourra :

- obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant à la date où il exercera son option, la différence en numéraire ;
- ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en espèces.

Les actions ainsi remises en paiement du dividende porteront jouissance au jour de la constatation par le conseil d'administration de l'augmentation de capital résultant de ce paiement en actions.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration avec faculté de subdélégation au président directeur général et/ou au directeur général délégué à l'effet de prendre les dispositions nécessaires à l'application et à l'exécution de la présente résolution, de constater l'augmentation de capital qui en résultera et de modifier en conséquence les statuts de la société.

Quatrième résolution (Fixation des jetons de présence) — L'assemblée générale décide d'allouer aux administrateurs, pour l'exercice 2013, à titre de jetons de présence, un montant global de 42.000 euros.

Cinquième résolution (Approbation des conventions réglementées) — L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, déclare en approuver les conclusions.

Sixième résolution (Présentation du rapport du Président du conseil d'administration) — L'assemblée générale donne acte au Président du conseil d'administration :

- de la communication de son rapport sur la composition du conseil et l'application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes en son sein, les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société,
- de la lecture du rapport spécial des co-commissaires aux comptes sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière,
- et de la présentation de l'avis de l'organisme tiers indépendant sur la manière dont la Société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité.

Septième résolution (Renouvellement du mandat du co-commissaire aux comptes titulaire) — L'assemblée générale, après avoir pris acte de l'échéance du mandat de co-commissaire aux comptes titulaire du cabinet MAZARS, décide de le renouveler pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Monsieur Emmanuel CHARNAVEL, associé signataire du cabinet MAZARS, sera en charge de la certification des comptes de la Société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Huitième résolution (Désignation d'un nouveau co-commissaire aux comptes suppléant) — L'assemblée générale, après avoir pris acte de l'échéance du mandat de co-commissaire aux comptes suppléant de Madame Corinne DUBUS, décide de ne pas le renouveler et de nommer en remplacement et pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, Monsieur Frédéric MAUREL né le 17 octobre 1961 à LYON (69006) et domicilié 131, boulevard Stalingrad à VILLEURBANNE (69100).

Neuvième résolution (Renouvellement du programme de rachat d'actions) — L'assemblée générale après avoir entendu la présentation du rapport du conseil d'administration, autorise le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce, de l'article L.451-3 du Code monétaire et financier, des articles 241-1 à 241-6 du règlement général de l'AMF, de l'instruction AMF 2005-06 du 22-2-2005 et du règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, à acquérir un nombre maximum de 257.742 actions représentant 10 % du capital social. Ce nombre sera ajusté à 10 % du nombre d'actions résultant de toute augmentation ou réduction de capital ultérieure.

L'assemblée décide que ces achats pourront être réalisés :

- soit pour l'achat, la vente, la conversion, la cession, le transfert, le prêt ou la mise à disposition des actions dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement, notamment en vue de l'animation du marché des actions ou de la réalisation d'opérations à contre tendance du marché,
- soit pour la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise ou plan d'épargne groupe,
- soit pour la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 et suivants du code de commerce,
- soit pour l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce,
- soit pour la remise d'actions dans le cadre d'échanges en cas d'opération de croissance externe,
- soit de les annuler à des fins d'optimisation du résultat par action.

L'assemblée décide de fixer à 15 euros par action le prix maximum auquel la Société pourra effectuer ces achats (le montant total des acquisitions ne pourra donc pas dépasser 3 866 130 euros, sauf ajustement résultant d'une augmentation ou d'une réduction de capital ultérieure).

Les achats, cessions ou transferts de ces actions pourront être effectués à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur, et en conformité des règles déterminées par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers concernant les conditions et périodes d'intervention sur le marché, et par tous moyens y compris par négociation de blocs ou par utilisation de produits dérivés admis aux négociations sur un marché réglementé ou de gré à gré.

La présente autorisation est donnée pour une durée de dix-huit mois à compter du jour de la présente assemblée.

Elle annule et remplace celle précédemment accordée par l'assemblée générale du 29 mai 2013.

En conséquence, tous pouvoirs sont donnés au conseil d'administration, lequel pourra les déléguer au directeur général et/ou aux directeurs généraux délégués, à l'effet de passer tous ordres de bourse, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

II – Résolutions de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

Dixième résolution (Autorisation aux fins d'annulation des actions acquises dans le cadre du programme de rachat) — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le conseil d'administration :

- à annuler tout ou partie des actions acquises par la Société dans la limite de 10 % du capital, soit 257 742 actions. En cas d'augmentation ou de réduction de capital, le nombre maximum d'actions susceptibles d'être annulées sera ajusté par un coefficient égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce nombre avant l'opération,
- à modifier en conséquence les statuts et à accomplir toutes formalités nécessaires.

La présente autorisation est donnée pour une durée de vingt-quatre mois à compter du jour de la présente assemblée.

Onzième résolution (Pouvoirs pour les formalités) — L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités.

Participation et vote à l'assemblée

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut assister personnellement à cette assemblée, ou à défaut :

- s'y faire représenter par un autre actionnaire, son conjoint ou son partenaire pacsé, ou par toute autre personne physique ou morale de son choix, ou
- adresser à la Société une procuration sans indication de mandataire, ou
- y voter à distance, en utilisant un formulaire de vote par correspondance.

Toutefois, seront seuls admis à participer à cette assemblée, les actionnaires qui auront au préalable justifié de la propriété de leurs actions au troisième jour ouvré précédant l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris :

- pour les actions nominatives, par l'inscription desdites actions dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par CACEIS Corporate Trust – 14, rue Rouget de Lisle – 92862 ISSY LES MOULINEAUX Cedex 9,
- pour les actions au porteur, par l'enregistrement comptable desdites actions au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité. Cet enregistrement comptable doit être constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier, le cas échéant par voie électronique, et annexée au formulaire de vote à distance ou par procuration ou à la demande de carte d'admission.

Les actionnaires désirant participer physiquement à l'assemblée recevront une carte d'admission en demandant à leur intermédiaire habilité qui assure la gestion de leurs comptes-titres qu'une carte d'admission leur soit adressée par CACEIS Corporate Trust, au vu de l'attestation de participation qui lui aura été transmise.

Les actionnaires n'ayant pas reçu leur carte d'admission le troisième jour ouvré précédant la date de l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, devront présenter l'attestation de participation délivrée par leur intermédiaire habilité.

Tout actionnaire ayant exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation dans les conditions susvisées, ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée. Néanmoins, il lui sera possible à tout moment de céder tout ou partie de ses actions. Dans ce cas, si la cession intervient avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité devra notifier la cession à la Société ou à CACEIS Corporate Trust et lui transmettre les informations nécessaires.

Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la Société.

Au plus tard le vingt-et-unième jour précédant l'assemblée, le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration sera mis en ligne sur le site de la Société : www.avenirfinance.com

Le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration sera par ailleurs adressé automatiquement aux actionnaires inscrits en compte nominatif pur ou administré par courrier postal.

Les actionnaires pourront également obtenir ce formulaire unique en en faisant la demande :

- par lettre simple adressée au siège de la Société, sis 51, rue de Saint-Cyr – 69009 LYON ou à CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales Centralisées – 14, rue Rouget de Lisle – 92862 ISSY LES MOULINEAUX Cedex 9, ou
- par courrier électronique adressé à : votag06062014@avenirfinance.fr

Cette demande devra être parvenue au moins six jours avant la date de l'assemblée.

Les formulaires uniques ne seront pris en compte que s'ils parviennent à la Société ou à CACEIS Corporate Trust comme il est dit ci dessus, trois jours avant l'assemblée. Toutefois, les formulaires électroniques de vote à distance ou par procuration pourront être reçus par la Société jusqu'à la veille de la réunion de l'assemblée générale, au plus tard à 15 heures, heure de Paris. Pour les titulaires d'actions au porteur, une attestation de participation devra être annexée au formulaire.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

- pour les actionnaires au nominatif : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante : votag06062014@avenirfinance.fr

en précisant leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant CACEIS Corporate Trust pour les actionnaires au nominatif pur (information disponible en haut et à gauche de leur relevé de compte titres) ou leur identifiant auprès de leur intermédiaire financier pour les actionnaires au nominatif administré, ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué ;
– pour les actionnaires au porteur : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante : voteag06062014@avenirfinance.fr en précisant leur nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué, puis en demandant impérativement à leur intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte-titres d'envoyer une confirmation écrite par courrier à CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales Centralisées – 14, rue Rouget de Lisle – 92862 ISSY LES MOULINEAUX Cedex 9 ou par fax au 01.49.08.05.82.

Seules seront être prise en compte, les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées et réceptionnées au plus tard :
– trois jours avant l'assemblée,
– ou le 5 juin 2014 à 15 heures, heure de Paris, en cas d'instructions données par voie électronique.

Les actionnaires possédant plus de 3,23 % du capital peuvent envoyer à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courrier électronique (voteag06062014@avenirfinance.fr) leurs demandes d'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolutions. Ces demandes doivent parvenir à la Société au plus tard vingt-cinq jours avant la date de l'assemblée générale et être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte justifiant de la détention du capital minimum requis, du texte des projets de résolutions ou des points à inscrire à l'ordre du jour, et d'un bref exposé des motifs. L'examen du point ou de la résolution par l'assemblée générale sera subordonné à la transmission, par les intéressés, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable de leurs titres dans les mêmes conditions que celles susvisées au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Tout actionnaire a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le conseil d'administration sera tenu de répondre au cours de l'assemblée. Ces questions écrites doivent être adressées au président du conseil d'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception envoyée au siège social ou par voie électronique (voteag06062014@avenirfinance.fr), au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale. Pour les actionnaires au porteur, une attestation de participation devra être jointe. L'assemblée générale ne sera pas retransmise sur internet et il ne pourra pas y être voté par des moyens électroniques de communication.

Les documents qui doivent être communiqués aux assemblées générales seront tenus à la disposition des actionnaires dans les conditions légales. Ils seront adressés aux actionnaires justifiant de cette qualité et qui en feront la demande jusqu'au cinquième jour inclusivement avant la réunion. En outre, conformément à l'article R225-73-1 du Code de commerce, la Société publiera sur son site www.avenirfinance.com, au plus tard le vingt-et-unième jour précédant l'assemblée générale, l'ensemble des documents destinés à y être présentés, ainsi que le cas échéant, les projets de résolutions proposés par les actionnaires. Le présent avis vaut avis de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour à la suite de demandes d'inscription de points à l'ordre du jour ou de projets de résolutions dans le délai susvisé. En cas de modification du présent avis ou d'ajouts de projets de résolution à l'ordre du jour, un nouvel avis de convocation sera publié dans les délais légaux.

Le conseil d'administration.

1401355